

En marche pour exiger des soins de proximité et de qualité

LA PROVENCE
4/02/10

Salle comble et débats animés hier à Sainte-Tulle pour les premiers États généraux de la santé

20 participants, plus de 4 heures de débats, 8 intervenants de qualité venus des quatre coins de France (en dépit du mouvement de grève qui affectait le trafic ferroviaire) : pour une première, ces États généraux de la santé, organisés par les collectifs de défense des hôpitaux publics de Digne, Sisteron et Manosque, en collaboration avec le Conseil général 04, ont été un succès.

Normal, pourrait-on dire, quand on sait que la santé arrive en tête des préoccupations des Français. Encore fallait-il réussir à faire venir le public, à le convaincre de la nécessité d'une telle rencontre. Le programme, articulé autour de deux thématiques "accès aux soins et proximité dans nos territoires ruraux" et "quels outils, structures et moyens humains pour les mettre en œuvre" a visiblement fait mouche.

Enseignants, professionnels de santé, syndicalistes, simples citoyens étaient au rendez-vous, en provenance de tous les départements de Paca. Si l'on se fie à l'applaudimètre et à leurs prises de parole, ils n'ont pas été déçus par les interventions des invités. "Quand on ferme des hôpitaux, les gens ne consultent plus" a constaté Michel Antony de la coordination de défense des hôpitaux de proximité et des maternités. "Il faut trouver l'équilibre entre la qualité des soins et le volume des



Pendant plus de quatre heures, les échanges entre l'assistance et les intervenants ont permis d'évoquer les enjeux d'un service public de santé, son implantation sur les territoires, la nécessité de la proximité et de la qualité des soins. Plus de 220 personnes ont assisté aux débats.

/PHOTOS STÉPHANE DUJOLLET

activités médicales" a souligné Olivier Philippe de l'association des médecins urgentistes de France, pour qui il est nécessaire de trouver une organisation commune au sein d'un territoire. Le psychiatre Bernard Granger a quant à lui alerté sur ces

services manquant de médecins (1000 emplois non-pourvus à ce jour) et dont le nombre de lits ne cesse de diminuer. Tous ont insisté, à l'instar de Bernard Defaix sur "l'actuelle mise en concurrence des établissements de santé, qui se fait tou-

jours au détriment des besoins de la population." Michèle Bizot-Gastaldi, conseillère générale déléguée aux personnes âgées, a dressé un tableau alarmant mais réaliste de la prise en charge des personnes dépendantes. Enfin Christophe Prud-

homme, urgentiste à Paris, a présenté les propositions très concrètes de la CGT : financer la sécu en prenant un pourcentage sur les bénéfices de l'industrie pharmaceutique.

"La mobilisation citoyenne existe. Elle va permettre de préciser et exiger les besoins de la population en matière de soins de proximité et de qualité." a estimé un des organisateurs. Des débats ont émergé plusieurs propositions, parmi lesquelles : demander aux élus de s'engager sur ces exigences ; créer un observatoire de la santé pour la mise en œuvre et le suivi nécessaires ; établir leur propre carte sanitaire du territoire et s'en servir pour interpeller l'ARH ; reconstruire un système de garde pour permettre l'installation de médecins dans les départements ruraux.

Cathy VERSINI



Bernard Téper, président de l'Union des familles laïques, a dénoncé une politique de santé "dirigée en fait par les labos pharmaceutiques".



Michel Antony (coordination nationale de défense des hôpitaux) et Olivier Philippe urgentiste (Amuf) : "la sécurité du patient doit guider l'organisation des soins."



Bernard Granger, psychiatre (Mouvement de défense de l'hôpital public) : "Quand la prise en charge ne peut se faire, ces maladies sont parfois mortelles."

RÉAGISSEZ SUR
LaProvence.com